

LA MAISON DE L'EUROPE CONTEMPORAINE A PARIS X

FRANCIS DEMIER

PROFESSEUR D'HISTOIRE, VICE-PRESIDENT CHARGE DES RELATIONS INTERNATIONALES.

L'auteur présente le projet en cours d'élaboration d'une Maison de l'Europe contemporaine, institution qui devrait être mise en place à l'université de Nanterre Paris-X. Dans le cadre d'un plan pluriformations de quatre années, l'objectif actuel est définir le programme scientifique de l'institution, sa structure, son organisation et de mettre sur pied une construction qui devrait l'accueillir sur le campus de l'université.

Ce projet a pour vocation de rassembler des enseignants-chercheurs de Paris X dans plusieurs disciplines : économie, sociologie, sciences-politiques, histoire, anthropologie...

Le programme de recherche sur l'Europe des XIX^e et XX^e siècles doit être développé dans deux colloques, l'un en mars, l'autre en juin 2006, au niveau international.

Les quatre axes de recherche retenus pour ces colloques sont :

1. Les « moments » de l'Europe

Une chronologie de l'Europe contemporaine

Les Europes économiques (Les protectionnismes de la Révolution industrielle, l'Europe du libre-échange en 1860), l'Europe dominante des impérialismes, l'Europe en conflit, les reculs de l'Europe des années 1930), l'Europe du traité de Rome, et l'Europe de la monnaie unique.

Les Europe culturelles (Lumières, Romantisme, crise de la pensée européenne fin XIX^e, l'Europe des droits de l'homme face au totalitarisme, identification d'une spécificité culturelle de l'Europe).

L'Europe des savoirs scientifiques

Analyser un tournant chronologique, une « date » de l'Europe

2. L'identité de l'Europe : nations, frontières, mondialisation

Les valeurs fondatrices de l'Europe,

L'Europe des droits de l'homme au prisme du Conseil de l'Europe, la Cour européenne des Droits de l'homme,

Définir l'État-nation dans l'Europe,

Les nationalismes face à l'Europe,

Les frontières de l'Europe,

L'élargissement de l'Europe, l'identité de l'Europe,

Les représentations de l'Europe,

La mémoire de l'Europe,

Patrimoine national patrimoine européen.

3. Démocratie et capitalisme

Spécificité de la démocratie européenne.

Les liens démocratie et capitalisme.

Altération et désillusions de la démocratie européenne ?

Le nouveau visage du capitalisme est-il compatible avec les traditions démocratiques ?

L'élargissement et les nouvelles conceptions de la démocratie en Europe.

Les mutations du capitalisme européen.

Capitalisme européen et mondialisation.

4. Mutation du travail et crise de société

Chômage et plein emploi en Europe.

Les formes nouvelles du salariat.

Le marché du travail.

Politiques sociales et nouvelles formes du travail.

Le droit du travail et l'État-providence à l'épreuve de la crise.

Les femmes dans la réorganisation du travail.

Famille, structure familiale, chances et contraintes du travail.

Relation interethniques, rapports de genre et organisations sociospatiales.

Relations masculin/féminin, rapports de classe et de race.

1. Les « moments » de l'Europe

Cette première demi-journée se donnerait pour objectif d'étudier une chronologie de la construction de l'Europe dans un esprit différent de celui qu'on appelle la « construction européenne », depuis la CECA et le traité de Rome. Il s'agirait d'identifier, de décrire et d'analyser des « moments » forts durant lesquels la notion d'Europe a pris une forme concrète, économique, politique ou culturelle, et de s'interroger sur le legs de ces moments ou sur la disparition de leur héritage. À titre d'exemple, on peut cerner les contours d'une Europe cosmopolite des élites culturelles de la fin du XVIII^e siècle. Il existe une Europe modelée par la Révolution française et l'épisode napoléonien. On peut saisir une Europe romantique hostile aux acquis de la Révolution, avant de devenir une Europe des peuples qui prend forme en 1848 (l'exemple est d'autant plus intéressant qu'on assiste alors à un retournement complet du sens d'Europe, de la réaction au progressisme, métamorphose peut-être utile à étudier pour comprendre des évolutions contemporaines).

Mais il serait utile de revenir sur « l'Europe de Cobden », celle du libre-échange qui anticipe par bien des aspects la logique du traité de Rome. On pourra aussi aborder les moments « creux » de l'Europe quand recule toute solidarité, quand l'Europe éclate, se divise et s'affronte ou quand l'Europe se définit au prisme d'un empire totalitaire. Bien évidemment on peut revenir sur les contradictions européennes qui mènent au premier conflit mondial, mais il serait utile de revenir sur le moment de recul exceptionnel de l'identité européenne qui s'installe dans les années 1930 où le

taux d'ouverture intra-européen des économies est inférieur à celui du premier XIXe siècle. Une telle démarche ne nécessite pas d'être exhaustive et de reconstituer une histoire de l'Europe. On pourra procéder par sondages, par coupes et études de quelques cas de figure spécifiques qui devraient permettre, peut-être, de voir que l'émergence de l'idée européenne et de sa réalité concrète n'a pas été un processus linéaire et « nécessaire ». Elle correspond au contraire à un cheminement soumis à des contradictions fortes, à des avancées et à des reculs, l'histoire européenne s'étant bâtie sans que nécessairement il y ait harmonie entre les registres économique, politique, culturel.

2. L'identité de l'Europe : nations, frontières, mondialisation

On pourrait consacrer cette demi-journée à une interrogation sur l'ensemble des valeurs qui constituent aujourd'hui l'Europe, - valeurs qui sont à l'heure actuelle à l'épreuve - et sur leurs racines dans l'histoire européenne. L'idée européenne semble inséparable d'un certain nombre de valeurs qui émergent de l'Europe des Lumières et se développent, s'approfondissent ou se métamorphosent au fil de la crise révolutionnaire du premier XIXe siècle. Droits de l'homme, liberté dans toutes ses dimensions, régime représentatif, État de droit, pour la pointe avancée du mouvement : démocratie. Un fil rouge court sur ce terrain, de la fin du XVIIIe siècle au Conseil de l'Europe, et constitue à la fois un élément d'unité des pays européens, le socle de leur culture politique, et un moyen d'identification de l'identité européenne face au reste du monde. On pourra là aussi s'interroger sur l'unité du chemin qui va des Lumières à l'Europe des vingt-cinq.

Mais il faudrait aussi s'interroger sur une contradiction majeure qui pèse encore sur le destin de l'Europe actuelle. Toutes les valeurs auxquelles l'Europe fait référence ont d'emblée pris une dimension universelle, nullement cadrée dans le territoire européen. Et d'un autre côté, elles n'ont pu s'ancrer historiquement que dans le cadre d'États nations qui, à l'opposé des promesses du cosmopolitisme élitiste des Lumières, ont donné à ces valeurs une assise populaire, ou se sont construits – c'est le cas de l'Allemagne jusqu'à Weimar dans leur refus. Il serait donc utile de poser la question du destin des États-nations si important comme unité de mesure de l'Europe, et dont l'étape actuelle de la construction de l'Europe remet en cause, dans une large mesure, les moyens d'intervention sinon la crédibilité. Cette question pourrait constituer l'enjeu d'une réflexion de la demi-journée dans la mesure où elle pose aussi le problème des frontières de l'Europe. La cristallisation des inquiétudes dans un réflexe nationaliste face aux nouvelles orientations de l'Europe libérale pose des problèmes qui ne peuvent être considérés comme une simple résurgence d'archaïsmes populistes. Il faudrait s'interroger sur toutes les dimensions de l'État-nation en Europe, et en particulier sur sa fonction protectrice, son rôle d'organisateur, dans une Europe continentale qui a toujours marqué ses distances à l'égard d'un libéralisme, mais que l'Europe nouvelle prend à l'heure actuelle comme drapeau. Cela ne veut pas dire, du reste, que ce processus se traduit par une rupture de fait avec la référence aux principes progressistes fondateurs de l'idée européenne : le poids nouveau des institutions garantes des droits de l'homme en Europe, la Cour de justice, en sont des indices.

C'est toutefois en partant des problèmes posés par l'affaiblissement de l'État nation et des valeurs qu'il affichait que l'on pourrait aborder les deux problèmes clefs auxquels l'Europe est confrontée, dans la mesure où ces problèmes sont des problèmes de frontières : le problème de la mondialisation et celui de l'élargissement de l'Europe. L'idée européenne qui s'est construite à partir du traité de Rome et du marché commun, dans l'opinion, est celle d'une Europe protégée, avec des frontières qui ne font que reproduire le schéma hérité de l'État-nation. Une large partie de l'opinion mais aussi des forces politiques, dans l'Europe actuelle, ne parvient pas à trancher sur ses dimensions, sur ses frontières terrestres, morales et religieuses, et découvre en même temps que la notion même de frontière change de nature avec la formation d'un marché mondial.

3. Démocratie et capitalisme

Une autre demi-journée pourrait examiner la transformation des rapports entretenus entre les pratiques de la démocratie et l'évolution du capitalisme. Une ligne de force s'impose dans l'histoire de l'Europe depuis l'époque contemporaine, c'est le long cheminement vers la démocratie. La promesse a été formulée par les philosophes du XVIII^e siècle. L'Europe des années 1950 semble l'avoir réalisée, en brisant les derniers vestiges de l'impérialisme, les germes d'affrontement et de conflits. Toute l'histoire d'une Europe longtemps imprégnée d'un élitisme aristocratique qui confondait le suffrage universel avec le suffrage du pauvre semble une longue propédeutique à l'avènement du règne de la démocratie parlementaire, signe emblématique de l'Europe, surtout depuis que l'Espagne est entrée dans la communauté. C'est même là que se définit l'Europe, puisque sa dimension « moderne » est à la fois de garantir la démocratie contre les États totalitaires (dans ce schéma, nazisme et stalinisme sont renvoyés dos à dos), et d'assurer la paix au-delà des guerres entre États-nations. Une Europe qui clôt l'histoire des conflits.

Mais jusqu'à ce tournant décisif dans l'histoire de l'Europe l'idée démocratique, le régime démocratique n'ont pas été nécessairement associés à l'essor du capitalisme. Le capitalisme le plus performant, celui de l'Allemagne, s'est accommodé fort bien d'un État autoritaire. La démocratie à la française en donnant du pouvoir aux classes moyennes et à la petite paysannerie, aurait retardé au contraire l'avènement d'un capitalisme aussi convaincant que celui de l'Allemagne. La contradiction a été dépassée, encore dans les années 1950, par la mise en place de l'économie sociale de marché à l'allemande qui devient un modèle pour l'Europe. Seul, le capitalisme économiquement le plus efficace peut assurer une redistribution susceptible d'ajouter à la démocratie politique la dimension d'une démocratie sociale qui fait reculer les barrières de classe, et efface les traits négatifs du capitalisme. Il serait utile de fixer alors le scénario des Trente Glorieuses et de son État providence qui fait référence. Mais l'autre axe de réflexion pourrait avoir pour but d'examiner la remise en question de ce schéma. D'un côté, en Europe occidentale, on doute du pouvoir d'une démocratie qui s'altère : la désillusion politique à l'égard d'une histoire désormais sans alternance, puisque le suffrage universel a moins de prise sur le cours des choses ; la mise en cause de certaines libertés au nom de la lutte contre les ennemis de la démocratie ; la crise des valeurs même de la démocratie devant la réapparition de courants xénophobes et racistes. D'un autre côté, l'élargissement de l'Europe précipite l'accueil de nations qui sortant du bloc soviétique, et redonne au contraire au lien démocratie-capitalisme une force nouvelle et une dimension progressiste.

Mais le problème tient largement aussi à la mutation du capitalisme européen lui-même, et à l'adoption rapide de formes de redéploiement inspiré du libéralisme anglo-saxon, alors que l'opinion pense encore souvent le lien capitalisme et démocratie en termes de régulation classique. On pourra alors s'interroger sur les effets de la nouvelle financiarisation de l'économie, le rôle nouveau des banques et des actionnaires, la dérégulation des marchés et son influence sur les sociétés, l'opinion, les comportements individuels. Il serait aussi utile de s'interroger aussi sur le nouveau pessimisme européen qui, dans le domaine des représentations, prend sa source dans la conviction que l'Europe ne détient pas les clés pour permettre dans la mondialisation de « tenir » face aux pays émergents.

4. Crise et mutation du travail salarié

Tout un ensemble de recherches menées à l'université de Paris-X converge sur le terrain du travail qui peut constituer un axe fédérateur pour faire avancer le programme de la maison de l'Europe. À la source de ces réflexions, l'apparition d'un chômage de masse en Europe après le plein emploi des Trente Glorieuses et des miracles économiques européens. À partir de cette observation, c'est tout l'équilibre de la société européenne qui est concerné, et c'est l'image même d'un « optimisme » européen qui est compromise.

On pourrait alors développer la réflexion sur plusieurs pistes. D'abord, celle des mécanismes qui aboutissent à la dérégulation du marché du travail : un regard rétrospectif sur la deuxième industrialisation, riche en évolutions de ce type, serait utile. On observe désormais en Europe des transformations profondes des modes d'engagement de la main-d'œuvre dans les entreprises. Aux grandes entreprises organisées en marchés internes hiérarchisés se substituent des entreprises « maigres », recentrées sur leur métier (ce qui facilite leur évaluation par les marchés financiers), favorisant la coordination horizontale, en réseau. Il en résulte des exigences accrues concernant la compétence de la main-d'œuvre, une sélection constante qui met en difficulté les travailleurs ayant un niveau de scolarité faible - en particulier les immigrés - des problèmes d'adaptation aux nouvelles formes de socialisation. Les travailleurs âgés sont exposés à des retraits précoces d'activité. Croissance du chômage et restructuration des entreprises s'entretiennent mutuellement, les exclusions pesant lourdement sur les budgets sociaux.

On pourrait alors examiner les débats particulièrement intenses sur les façons de sortir de cette crise du travail à l'échelle de l'Europe. Aux politiques d'inspiration thatchérienne de déréglementation des marchés, de substitution du contrat à la loi, de durcissement des mécanismes d'incitation qui gagnent partout du terrain, s'opposent les politiques prenant appui sur la négociation collective pour maintenir la sécurité de l'emploi sans entraver la flexibilité du marché ; ou les politiques s'appuyant plus sur la loi et l'État pour partager le travail, développer la création d'emplois dans le secteur non marchand, encadrer strictement les licenciements. Le droit du travail est particulièrement mis à l'épreuve dans cette phase d'interrogation sur le modèle social européen, et plus largement la place du travail dans la société.

Mais c'est aussi à partir de l'examen des bouleversements du travail que peut être menée une réflexion sur la crise identitaire individuelle et collective qui affecte les sociétés européennes, confrontées à de nouvelles peurs qui ne sont plus celles de la guerre froide : peur du terrorisme, peur des effets de la délocalisation, peur du déclassement, scepticisme à l'égard d'un système éducatif qui n'assure plus la promotion sociale des nouvelles générations, crainte identitaire face aux populations immigrées. Ces craintes se traduisent par l'expression de nouvelles solidarités, communautaires, ethniques, religieuses qui devront faire l'objet de nouvelles études à l'échelle de l'Europe.

C'est enfin sur ce terrain de la crise et de la redéfinition du travail que peut être envisagée la transformation des rapports entre les hommes et les femmes, les rapports de genre dans l'organisation sociospatiale.